

Les quartiers populaires à l'avant-garde de la mobilisation sociale

Ulysse Rabaté

Les jeunes des quartiers populaires ont pleinement investi le terrain de la mobilisation sociale en entraînant avec eux un mouvement à l'échelle nationale. Cette culture populaire s'affirme avant-gardiste et témoigne d'une prise de pouvoir symbolique des banlieues qui nécessite des réponses politiques.

Dans la foulée de la journée de mobilisation du 17 octobre, historique, les vagues de comparutions immédiates ont rappelé les lendemains des révoltes urbaines de l'été 2023 : des jeunes, parfois très jeunes hommes, ont rempli les cellules de garde à vue et subi des peines démesurées susceptibles d'impacter durablement leur avenir. Comment ne pas y voir l'image projetée d'une sanction sociale collective pour ces fractions des classes populaires qui ont investi, avec leurs moyens, cette séquence de mobilisation ?

Cette sanction est d'autant plus édifiante que la culture des quartiers est omniprésente dans cette mobilisation, à la fois moteur et repère pour une

génération qui s'est politisée en dehors des cadres traditionnels d'engagement, à travers l'éducation morale et politique des cultures populaires.

Un mouvement social né des quartiers populaires

Car il s'agit de rappeler inlassablement, et quelque soit la suite du mouvement social en cours, que celui-ci est né dans les établissements où sont scolarisés des enfants vivant en quartiers populaires, qui ont rappelé la République à ses devoirs. Le mouvement lycéen de 2026 est déjà un mouvement de jeunesse historique, de par sa trajectoire de la périphérie vers le centre, reconfigurant par-là les hiérarchies politiques établies. Non seulement les revendications venues des quartiers ont immédiatement eu une résonance générale, mais elles ont aussi été reprises et amplifiées par des populations objectivement plus privilégiées, exprimant une solidarité générationnelle marquée par l'affirmation des quartiers populaires comme acteurs politiques collectifs. On peut dire que cette solidarité – qui contredit par ailleurs les discours explorés sur la fragmentation de la société française – montre que d'une certaine manière, les quartiers ont « déjà gagné » : leur centralité politique se manifeste ici avec force et en son versant positif, alors que depuis tant d'années cette présence dans le débat public apparaissait à travers le discours de stigmatisation en leur direction.

D'une certaine manière, les quartiers ont « déjà gagné » : leur centralité politique se manifeste ici avec force et en son versant positif.

En invoquant le souvenir des révoltes de 2023 pour désigner le mouvement social en cours à travers le prisme des « violences urbaines », Emmanuel Macron et son gouvernement tentent de raviver cette dynamique de stigmatisation en misant sur la « contamination » du

mouvement social que les quartiers populaires ont bel et bien lancé. Mais ce procédé se retourne contre eux. Oui, le mouvement lycéen s'inscrit dans la continuité des révoltes qui ont fait suite à la mort de Nahel et c'est même, précisément, ce qui fait sa force.

C'est en effet la caractéristique de cette mobilisation portée pourtant par les (très) jeunes générations que d'avoir incorporé les mobilisations sociales de ces dernières années et leur répression par le pouvoir en place. En affirmant implacablement la légitimité de ses revendications, ce mouvement de jeunesse relégitime les luttes récentes et, d'une certaine manière, les fait revivre. Gilets jaunes, manifestations contre la réforme des retraites, révoltes des quartiers populaires, mouvement de solidarité contre le génocide en Palestine composent un socle politique hybride qui remet en cause les logiciels politiques traditionnels... Tout en revitalisant le clivage droite/gauche à travers l'appel très fort au service public et à la répartition des richesses. Ce phénomène, que nous pouvons lire à travers la dialectique « du résidu et de l'émergence » théorisée par le penseur marxiste britannique Raymond Williams, ouvre des perspectives inconnues à court, moyen et long terme sur le plan politique, à commencer par une victoire de la gauche aux prochaines élections présidentielles¹. Sans être sacralisée, l'échéance électorale est clairement identifiée par les jeunes générations comme un levier de changement parmi d'autres, à investir. Les appels à s'inscrire sur les listes électorales se multiplient. La séquence politique en cours qui est bien un moment de renforcement de la démocratie.

Dans ce processus de recomposition politique, « la France à Macron » incarne un quotidien d'injustices, hier ironisé sur les réseaux sociaux et aujourd'hui moteur d'une mobilisation qui agit depuis les profondeurs de la société. On ne compte plus les personnalités publiques issues des quartiers, pages ou médias inscrits dans l'univers de *la street*, auparavant réticents à aborder la question politique frontalement, qui aujourd'hui investissent pleinement le débat public en revendiquant leur participation au mouvement. Les repères de la culture populaire, comme les super-héros ou les morceaux de rap emblématiques, resurgissent dans leur dimension agonistique et sont utilisés comme armes critiques. La parole ordinaire

s'impose dans la conversation politique qui se déploie sur les réseaux sociaux, et pose en de nouveaux termes, par exemple, les rapports entre générations² ou la question de la violence dans les manifestations. Les porte-parole du mouvement de jeunesse surgissent de toutes parts, souvent issus des quartiers et de l'immigration, révélant une dextérité linguistique et une maîtrise des enjeux qui désarçonnent tous leurs contradicteurs issus du champ politique, renvoyés à leur propre inconsistance.

Le rôle avant-gardiste des quartiers populaires

Ainsi, le moment politique que nous vivons est celui d'une explosion culturelle venue d'en bas, que si peu avaient vu venir. Dans ce cadre, la culture des quartiers populaires a bien endossé un rôle d'*avant-garde*, au sens de la formulation d'une critique politique disséminée à l'échelle de l'ordinaire et en avance sur les canaux d'interprétation dominants. Les révoltes de 2005 et de 2023, sanctionnées jadis d'« illisibilité », apparaissent soudain comme les signes du présent. La maîtrise des savoirs et formes d'expression issus d'un quotidien fait d'adversités, qu'on retrouve dans le rap mais plus largement dans la parole publique issue des quartiers, a constitué un soubassement, et un langage « disponible » pour un arsenal de contestations qui remettent en cause les définitions établies de l'engagement³.

Si les quartiers sont des « lieux de modernité », comme l'explique le militant politique Abdel Yassine⁴, les acquis pour les concernés demeurent fragiles. Toutes les études montrent que malgré leur rayonnement culturel, les quartiers populaires restent des espaces sociaux où les conditions matérielles d'existence sont plus difficiles qu'ailleurs. « L'effet sas », qui désigne cette réalité selon laquelle les habitants des quartiers (y compris les acteurs politiques qui y inscrivent leurs engagements) quittent celui-ci lorsqu'ils en ont la possibilité, reste un phénomène significatif. Les circonscriptions des périphéries des grandes agglomérations, qui ont sauvé le pays d'un gouvernement d'extrême droite en 2024⁵, restent des terres de parachutage pour cadres partisans, qui mettent de côté les histoires locales. Quant aux mobilisations qui naissent dans les quartiers, il faut rappeler

qu'elles sont très exposées : les associations sont surveillées et soupçonnées de communautarisme, l'occupation de l'espace public est soumise aux violences quotidiennes de la police, la répression judiciaire est très forte lorsque les jeunes se manifestent avec les modes d'action à leur disposition. Enfin, l'attentat raciste et islamophobe de Trappes, le 23 octobre, a montré à quel point les populations des quartiers populaires sont exposées tout court, dans un contexte de libération extrême de la parole raciste au sein du champ médiatique.

Ainsi, la période de bouleversement que nous traversons est bien celle d'un « dévoilement », au sens que Pierre Bourdieu donnait à ce terme : une mise en action politique située, inscrite dans la réalité matérielle et les codes culturels autonomes des quartiers populaires, a fait apparaître leur rôle avant-gardiste. Ce rôle est d'autant plus éclatant qu'il va « contre » un discours de stigmatisation omniprésent et émerge depuis des conditions matérielles défavorables. Ce que cachait l'inégalité des rapports sociaux s'impose aujourd'hui dans le sens commun. Reste à savoir si, à l'issue de ce processus de révolution symbolique⁶, les populations concernées bénéficieront d'acquis à la hauteur de leur contribution à l'élargissement du périmètre démocratique.

1. Ulysse Rabaté et Abdel Yassine, « Et si le mouvement lycéen faisait gagner la gauche en 2027 ? », *Politis*, 9 octobre 2026 [https://www.politis.fr/articles/2026/10/tribune-et-si-le-mouvement-lyceen-faisait-gagner-la-gauche-en-2027/].
2. Mickael Chelal, *Grandir en cité. La socialisation résidentielle des jeunes de cité*, Bordeaux, Le Bord de l'eau, 2025.
3. Ulysse Rabaté, *Streetologie. Savoirs de la rue et culture politique*, Rennes, Éditions du Commun, 2024.
4. Ulysse Rabaté et Abdel Yassine, « Les quartiers populaires pour sauver la France ? », *AOC*, 17 juin 2024 [https://aoc.media/analyse/2024/06/16/legislatives-les-quartiers-populaires-pour-sauver-la-france/].
5. Youssef Souidi, Thomas Vonderscher, *Nouvelle cartographie électorale de la France*, Paris, Textuel, 2026.
6. Pierre Bourdieu, *Manet. Une révolution symbolique*, Paris, Seuil, 2013.